Pleins feux

Forum social européen : Florence amore mio

vendredi 7 octobre 2011, par AGUIRRE Léonce, LABROSSE François, MEZZI Dominique (Date de rédaction antérieure : 14 novembre 2002).

Du jamais vu. Le Forum social de Florence (FSE) constitue un événement d'une portée politique considérable. Il s'agira de le faire fructifier dans les mois et les années à venir.

Sommaire

- Des débats riches
- Dynamique anticapitaliste
- Enthousiasme
- Social et politique : l'échang

Pendant deux jours et demi, près de 60 000 personnes se sont pressées dans la Fortezza da Basso et au palais des congrès mis à disposition par la municipalité de Florence, qui a fait beaucoup pour assurer le succès du forum. Les jeunes et les très jeunes étaient très majoritaires. Et si la parité des intervenants n'a pas été respectée, elle était en revanche bien réelle chez les participants. Les salles où se tenaient les conférences du matin, les séminaires de l'après-midi et les débats du début de soirée étaient combles. L'immense espace réservé aux stands des organisations n'a pas désempli. La LCR et la IVe Internationale y étaient présentes. Ce fut l'occasion de dizaines et de dizaines de rencontres, d'échanges, de contacts. Le numéro spécial de Rouge en trois langues (anglais, italien et français) sorti à cette occasion a été diffusé à plus de 15 000 exemplaires.

Des débats riches

Il régnait dans les conférences et les séminaires une volonté très largement partagée de faire en sorte que le FSE ne soit qu'un point de départ dans la constitution de coordinations, de réseaux ; que ce soit sur la question des cheminots - qui ont d'ores et déjà programmé une journée d'action au mois de mars à l'occasion de l'ouverture du fret à la concurrence -, sur celle du syndicalisme et du féminisme, sur l'organisation de la riposte contre la libéralisation de l'enseignement supérieur, ou sur les services publics. Comme illustration, prenons l'exemple des trois demie-journées de travail consacrées aux services publics qui avaient comme objectif de construire une base commune de compréhension, d'argumentation et de contre-offensive pour une lutte coordonnée en Europe, face aux directives de libéralisation qui avancent à grande vitesse (énergie, train, postes...). Plusieurs intervenants de différents pays européens et d'Argentine ont introduit les séances, préparées par les syndicats (CGIL, CCOO, CGT, FSU, SUD, TUC...), mais aussi par Attac (quatre pays), Espace Marx, le collectif service public, la fondation Copernic, Globalize Resistance, World Development Movement, le Comité européen des services publics. La première séance a été consacrée au bilan, les suivantes aux luttes et contre-projets. Un début de coordination européenne est mis en place avec comme objectif immédiat d'exiger la prise en compte des services publics dans le débat de la Convention et de la réforme des traités, et de répliquer au Livre vert et aux directives que la Commission prépare pour mars 2003.

Il faut aussi souligner l'aspect radical et anticapitaliste des propositions avancées et discutées. La dynamique à l'œuvre est une dynamique de radicalisation contre toutes les tentatives de la direction de la Confédération européenne des syndicats (CES) ou de certains syndicats de donner crédit à un faux réalisme basé sur les négociations au sommet et l'acceptation du cadre général de l'économie capitaliste. De ce point de vue, le dialogue entre mouvement syndical et mouvement social était très clair. Une vive opposition s'est manifestée entre la représentante de la CES d'un côté et les autres intervenants et la salle de l'autre. La première a défendu l'économie sociale de marché et la construction européenne telle qu'elle se mène, en demandant bien sûr des mesures sociales, mais sans préciser de quelle façon elles seraient obtenues. Quant au lien avec le reste du mouvement social, ses explications n'étaient guère convaincantes. Tous les autres intervenants ont défendu la nécessité de favoriser les convergences, même si, comme le soulignait Annick Coupé, ce n'est pas toujours évident, les divers mouvements pouvant être jaloux de leur indépendance. Bob Crow du RMT (syndicat du transport, Grande-Bretagne) a souligné, en prenant l'exemple des luttes des femmes, qu'il était souvent nécessaire qu'une revendication s'affirme de façon autonome avant d'être reprise par le mouvement syndical. Pietro Bernocchi, pour les Cobas, a interpellé les syndicats italiens sur leur participation au mouvement antiguerre en espérant que ne se reproduise pas la même situation que lors des guerres du Kosovo ou d'Afghanistan.

Dynamique anticapitaliste

Sur le plan politique, la gauche d'accompagnement social du libéralisme était totalement marginalisée. La visite éclair de François Hollande et de quelques représentants du PS français s'est faite dans l'indifférence la plus totale et la réunion qu'il a animée n'a regroupé qu'une soixantaine de participants. Ainsi, les courants d'extrême gauche qui ne sont pas venus à Florence, prétextant la présence de dirigeants syndicaux et politiques réformistes ou la nature petite bourgeoise d'une telle initiative, font preuve d'une myopie consternante. Ils ne saisissent pas à la fois la dynamique anticapitaliste de cet immense mouvement multiforme que constitue le mouvement altermondialisation et le fait, démontré par le Forum de Florence, qu'il tend de plus en plus à lier ses combats à ceux menés par les secteurs les plus combatifs du mouvement syndical. Par ailleurs, le succès du dialogue, que nous relatons ci-contre, entre partis politiques et mouvement social, illustre le fait qu'il n'y avait pas d'hostilité à l'égard des partis politiques de la part de la grande majorité des participants.

Cette symbiose possible entre mouvement syndical, mouvements sociaux et partis politiques s'est concrétisée durant l'immense manifestation contre la guerre mais aussi contre l'Europe libérale et les politiques réactionnaires menées aujourd'hui par tous les gouvernements européens et par l'Union européenne. Une manifestation extraordinaire par son nombre de participants, qui se situe quelque part entre 700 000 et un million, par le nombre de jeunes, par son aspect multicolore, pluriel, où se mêlaient cortèges de délégations étrangères, des marches européennes contre le chômage, de la marche mondiale des femmes, de la CGIL, du Mouvement de la désobéissance civile, d'organisations catholiques de gauche. La LCR, présente dans le cadre du cortège des organisations françaises (dont notamment le Groupe des 10, la FSU, Attac, le PCF, Vamos, Socialisme par en bas), était renforcée par la délégation très jeune et très féminisée de nos camarades suisses du Mouvement pour le socialisme. L'accueil de la population de Florence, sur les côtés de la manifestation ou sur les balcons, était tel qu'il était parfois difficile de cacher des larmes d'émotion face à la chaleur fraternelle et solidaire qui s'en dégageait. Cette manifestation, son ampleur, son déroulement sont une gifle pour le gouvernement Berlusconi, qui n'a cessé de faire monter la tension et de criminaliser le mouvement. En pure perte.

Enthousiasme

Le dimanche matin, dans une gare désaffectée, plus de 5 000 personnes, souvent fatiguées mais toujours enthousiastes, ont participé à l'assemblée générale des mouvements sociaux introduite par Heidi Giuliani, la mère de Carlo, le militant assassiné par les forces de police à Gênes. Véritable kaléidoscope des trois journées précédentes, cette assemblée a légitimé les deux résolutions sur la guerre et sur les mouvements sociaux (que nous reproduisons ici) et a permis de donner une cohérence globale à l'ensemble des initiatives issues des discussions des trois jours précédents. Une manière de parachever le succès de cette initiative.

Il est encore trop tôt pour apprécier toutes les potentialités du Forum social de Florence : émergence d'une nouvelle génération militante dans laquelle les jeunes femmes occupent une place très importante, jonction entre cette nouvelle génération et celle des années 1968 qui occupe toujours une place prépondérante dans les organisation syndicales et politiques et dont une des tâches essentielles est de permettre le passage du relais, naissance d'un nouvel internationalisme concret basé sur des campagnes et des mobilisations communes, émergence d'un mouvement européen contre la guerre... et tant d'autres potentialités encore. Mais les défis sont aussi à la hauteur des potentialités. Aujourd'hui, les anticapitalistes conséquents, celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible et nécessaire peuvent contester l'hégémonie, assurée pendant des dizaines et des dizaines d'années soit par la social-démocratie, soit par des organisations staliniennes, sur le mouvement ouvrier et le mouvement social. Mais pour ce faire, il faudra que nous soyons capables de proposer une alternative globale, cohérente et crédible sur tous les plans, y compris sur les questions institutionnelles. Cette alternative ne se construira pas du jour au lendemain. Elle ne peut être que le produit d'une collaboration et d'une confrontation de toutes les forces politiques, syndicales, associatives prêtes à s'engager dans ce sens et de mobilisations sociales. Le Forum social européen de Florence n'est qu'un premier pas dans ce sens, mais un premier pas décisif.

Dossier réalisé par Léonce Aguirre, François Labrosse et Dominique Mezzi.

Social et politique : l'échange

Une salle pleine à craquer pour le dialogue « mouvements sociaux et partis politiques ». Si les partis politiques ne sont pas en tant que tels membres du Forum social mondial ou européen, le dialogue sur les sphères de responsabilité des uns et des autres est nécessaire.

Cinq mille personnes au moins attendaient Fausto Bertinotti (Refondation communiste), Elio Di Rupo (PS belge), H. Ströbele (Verts, Allemagne), Olivier Besancenot (LCR), Rosi Bindi (Margherita, Italie), Vittorio Agnoletto (Forum social de Gènes), Bernard Cassen (Attac, France), et Chris Nineham (Globalize Resistance, Grande-Bretagne).

B. Cassen présente l'originalité profonde de l'association Attac, dont il est parfois dit qu'elle occupe la place d'un parti. Si Attac a « répondu à une demande de politique, alors que l'offre » est déficiente, Attac intervient d'abord *« en amont »* des partis qui eux, *« ont vocation à diriger, à répondre »* aux question posées. Attac doit *« décontaminer les pensées du virus libéral »*, mais absolument pas se transformer en parti, sous peine de *« perdre toute crédibilité »*.

O. Besancenot décrit ce débat comme *« douloureux, épineux »* car *« plein de contentieux »*, *« le mouvement social [ayant] servi de jouet »* à un certain nombre de partis, une fois arrivés au gouvernement. Nous avons donc un enjeu de *« reconstruction »* du mouvement ouvrier. La *« vraie rupture »* n'est pas entre mouvement social et partis, mais entre *« gauche sociale-libérale et gauche anticapitaliste*".

Pour C. Nineham, le mouvement doit *« unir des traditions différentes »* : ONG, syndicats, sans étiquettes. Sur des choses simples : « N'attaquez pas l'Irak. » Mais les partis ont un rôle crucial, non pas ceux qui ne songent qu'à *« prendre des voix »*, mais ceux qui sont *« concernés par notre lutte »*, les *« partis révolutionnaires »*, qui ne veulent pas *« remplacer le mouvement, mais le renforcer »*.

Pour F. Bertinotti, la politique a retrouvé sa place *« dans les lieux qui lui appartiennent : la rue, l'agora »*. Contre la mondialisation, la politique *« sera mondiale ou ne sera pas »*. Les partis doivent *« rejoindre le mouvement »*, et accepter une condition : *« aucune prétention hégémonique à diriger », sinon on ne fait que « des sottises »*.

V. Agnoletto signale un désaccord avec B. Cassen : *« Ce n'est pas vrai que le mouvement pose les questions en amont et que les partis donnent la réponse. » « Nous ne sommes pas les sujets »* des partis. Il en appelle à la concordance entre *« fins et moyens »*, et au refus de *« ressembler à l'Etat »*, notamment quant à l'utilisation de la violence.

Dominique Mezzi

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 1992, 14/11/2002 :
http://www.rouge-hebdo.fr/article-rouge?id=5962